



COMMUNE DE PRIGNAC ET MARCAMPS

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL -----

Date de convocation : **23/03/2026**

L'an deux mille vingt-six, le vendredi vingt-sept mars 2026 à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de **PRIGNAC ET MARCAMPS**, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de **Monsieur Laury LEFEVRE, Maire**.

Nombres de conseillers

En exercice : 15
Présents : 10
Votants : 14

Elus	Présents	Absents	Pouvoir donné à	Secrétaire de séance
LEFEVRE Laury	X			
ROBITAILLIE Myriam	X			X
MIGNER Claude	X			
LEVREAUD Corine		X	Myriam ROBITAILLIE	
GRISVARD Cyril	X			
BONACHERA Elisabeth	X			X
VEDRENNE Guillaume	X			
LAURIOL Patricia	X			
BERTRAND Hervé		X	Claude MIGNER	
DORIGNAC Samantha		X	Patricia LAURIOL	
SUCH Henri	X			
RAYMOND Sabine	X			
LACAVE Xavier	X			
TEIXEIRA BERNARDO Paula		X		
FLOURY Hughes		X	Guillaume VEDRENNE	

Délibération N° 2026 / 13 : Election de deux délégués titulaires et un délégué suppléant au Syndicat Intercommunal du collège de Bourg

Monsieur le Maire informe qu'il y a lieu de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants au Syndicat Intercommunal du collège de Bourg.

Monsieur le Maire propose les candidatures de :

Titulaires : Corine LEVREAUD et Elisabeth BONACHERA
Suppléants : Myriam ROBITAILLIE et Guillaume VÉDRENNE

Monsieur le Maire demande si d'autres candidats souhaitent se présenter.
Aucune personne ne se portant candidat, Monsieur le Maire procède au vote.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, désigne, **Corinne BONACHERA**, déléguées titulaires et **Myriam ROBITAILLE** et **Guillaume** au Syndicat Intercommunal du Collège de Bourg.

Votes : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0 **Adopté à l'unanimité**

Ainsi fait et délibéré en séance publique, les jour, mois et an que dessus.

Pour Extrait conforme,

Le 27/03/2026

Le Maire,

Laury LEFEVRE



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr